



Voici les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2011, terminé le 31 décembre 2010.

- Le bénéfice net pour le trimestre a totalisé 111,8 millions de dollars, en hausse de 7,5 millions de dollars ou 7,2 % comparativement à 104,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA<sup>1</sup>) a totalisé 190,6 millions de dollars, en hausse de 7,1 millions de dollars ou 3,9 % comparativement à 183,5 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Les revenus du trimestre ont totalisé 1,542 milliard de dollars, en hausse de 44,8 millions de dollars ou 3,0 % comparativement à 1,497 milliard de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice par action (BPA) de base et le BPA dilué se sont établis respectivement à 0,55 \$ et à 0,54 \$ pour le trimestre, comparativement à un BPA de base et dilué de 0,50 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)  
(non audité)

	31 décembre 2010	Pour les périodes de trois mois terminées les	
		31 décembre 2009	30 septembre 2010
Revenus	1 542,1	1 497,3	1 560,6
BAIIA	190,6	183,5	210,8
Bénéfice net	111,8	104,3	125,5
BPA			
De base	0,55	0,50	0,60
Dilué	0,54	0,50	0,60

- Aux États-Unis, le prix moyen du bloc<sup>2</sup> par livre de fromage a augmenté de 0,07 \$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a fait augmenter les revenus et le BAIIA en raison de l'incidence favorable sur l'absorption des frais fixes.
- La diminution constante du prix du bloc par livre de fromage aux États-Unis a eu une incidence défavorable sur la réalisation des stocks, tandis que sa relation avec le coût de la matière première, le lait, a eu une incidence négative sur le BAIIA, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin a influé sur les résultats, entraînant une diminution d'environ 27 millions de dollars des revenus et d'environ 3 millions de dollars du BAIIA au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010.
- La Société a comptabilisé une charge de 1,9 million de dollars au cours du trimestre, relativement au rappel de certaines préparations de fromage fondu.
- Le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,16 \$ par action, payable le 18 mars 2011 aux actionnaires ordinaires inscrits le 7 mars 2011.

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)  
(non audité)

	31 décembre 2010	Pour les périodes de neuf mois terminées les	
		31 décembre 2010	31 décembre 2009
Revenus	4 538,8	4 426,4	4 426,4
BAIIA	592,2	516,6	516,6
Bénéfice net	348,7	283,6	283,6
BPA			
De base	1,69	1,37	1,37
Dilué	1,67	1,36	1,36

<sup>1</sup> Mesure de calcul des résultats non conforme aux principes comptables généralement reconnus

La Société évalue son rendement financier sur la base de son BAIIA qui est défini comme le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement. Le BAIIA n'est pas une mesure de rendement définie par les principes comptables généralement reconnus du Canada et, conséquemment, peut ne pas être comparable aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

<sup>2</sup> Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur le Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

# Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'analyser les résultats et la situation financière pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010. Il devrait être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés et les notes complémentaires pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 31 décembre 2010 et 2009. Les conventions comptables de Saputo inc. (la Société ou Saputo) sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 31 décembre 2010 et le 3 février 2011, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de Saputo. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris le rapport annuel et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2010, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Ce rapport, y compris la rubrique « Perspectives », contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, attentes, estimations, objectifs, projets et intentions actuels de la Société concernant les revenus et les charges prévus, l'environnement économique et industriel dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que ses charges d'exploitation et son approvisionnement en matières premières et en énergie, assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les énoncés prospectifs peuvent se reconnaître à l'emploi du conditionnel, des expressions « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « s'attendre », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « conserver », « objectif » ou « continuer » ou leur forme négative, et à l'emploi d'autres mots ou expressions semblables. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes actuelles sont exposés dans le présent rapport de gestion et dans le rapport annuel le plus récent disponible sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport, y compris à la rubrique « Perspectives », sont fondés sur les estimations, attentes et hypothèses actuelles de la direction, qui sont, selon elle, raisonnables à la date des présentes. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date. À moins que les lois applicables en matière de valeurs mobilières l'exigent, la Société ne s'engage nullement à mettre à jour ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits, en son nom à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 31 décembre 2010 ont totalisé 1,542 milliard de dollars, en hausse de 44,8 millions de dollars ou 3,0 % comparativement à 1,497 milliard de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage, aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers et à la hausse des volumes de ventes dans notre Secteur Produits laitiers USA, de même qu'à l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans la Division Argentine du Secteur Produits laitiers CEA. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin a eu une incidence défavorable sur les revenus.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, les revenus ont totalisé 4,539 milliards de dollars, en hausse de 112,4 millions de dollars ou 2,5 % comparativement à 4,426 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des revenus est principalement attribuable à une hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage, aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers et à la hausse des volumes de ventes dans notre Secteur Produits laitiers USA. L'intégration des activités de F&A Dairy of California, Inc., acquises le 20 juillet 2009 (acquisition de F&A Dairy), a également permis d'accroître les revenus au cours de la période de neuf mois par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Par ailleurs, la hausse des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans la Division Argentine du Secteur Produits laitiers CEA a aussi contribué à l'augmentation des revenus par rapport à l'exercice précédent. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin a eu une incidence défavorable sur les revenus comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le **bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) consolidé** du troisième trimestre de l'exercice 2011 a totalisé 190,6 millions de dollars, en hausse de 7,1 millions de dollars ou 3,9 % comparativement à 183,5 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse du BAIIA est attribuable à l'efficacité opérationnelle et aux conditions de marché plus favorables dans notre Division Produits laitiers (Canada). La hausse découle également des prix de vente favorables dans la Division Argentine, en particulier sur le marché d'exportation. Dans le Secteur Produits laitiers USA, les conditions de marché défavorables ont complètement neutralisé l'efficacité opérationnelle et l'augmentation des volumes de ventes.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, le BAIIA s'est chiffré à 592,2 millions de dollars, en hausse de 75,6 millions de dollars ou 14,6 % comparativement à 516,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les initiatives entreprises relativement à l'efficacité opérationnelle dans nos Secteurs Produits laitiers USA et CEA ont contribué à la hausse du BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. De plus, les conditions de marché plus favorables aux États-Unis de même que les prix de vente favorables, en particulier sur le marché d'exportation en Argentine, ont eu une incidence positive sur le BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

## AUTRES ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

La **dépense d'amortissement** a totalisé 26,7 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2011, en baisse de 0,6 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, la dépense d'amortissement a totalisé 79,0 millions de dollars, en baisse de 4,7 millions de dollars comparativement à 83,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'appréciation du dollar canadien tout au long de l'exercice 2011, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, explique essentiellement la baisse de la dépense d'amortissement.

Les **dépenses nettes d'intérêts** ont diminué de 2,8 millions de dollars et de 9,4 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces baisses découlent principalement de la diminution des niveaux d'endettement par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les **impôts sur les bénéfices** pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 ont totalisé 46,0 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 29,1 % comparativement à 29,2 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les impôts sur les bénéfices pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 ont totalisé 146,3 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition de 29,6 % comparativement à 30,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les taux d'imposition varient et peuvent augmenter ou diminuer selon le montant des bénéfices imposables générés et leurs sources respectives, selon les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition et selon la révision des hypothèses et estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** s'est chiffré à 111,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010 comparativement à 104,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, le bénéfice net a totalisé 348,7 millions de dollars comparativement à 283,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces résultats reflètent les divers facteurs analysés dans le présent rapport.

## PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices	2011			2010				2009
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenus	1 542,1	1 560,6	1 436,1	1 384,2	1 497,3	1 482,7	1 446,4	1 460,4
BAIIA	190,6	210,8	190,8	175,5	183,5	174,7	158,5	141,9
Bénéfice net	111,8	125,5	111,4	99,1	104,3	94,5	84,8	69,2
BPA								
De base	0,55	0,60	0,54	0,48	0,50	0,46	0,41	0,33
Dilué	0,54	0,60	0,53	0,47	0,50	0,45	0,41	0,33

## Principaux facteurs consolidés ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA<sup>1</sup>

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2011			2010
	T3	T2	T1	T4
Facteurs du marché <sup>2</sup>	(15,0)	10,0	17,0	15,0
Taux de change du dollar américain	(3,0)	(4,0)	(9,0)	(11,0)
Charges de rationalisation	—	—	—	(6,4)

<sup>1</sup> Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

<sup>2</sup> Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

## TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

(en milliers de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
	Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	147 111	138 694	459 223
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	31 919	25 380	(2 808)	31 995
Espèces (utilisées) pour les activités d'investissement	(21 099)	(28 479)	(73 111)	(138 252)
Espèces (utilisées) pour les activités de financement	(125 839)	(134 287)	(256 937)	(303 786)
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	32 092	1 308	126 367	(19 134)

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010, les flux de trésorerie provenant des **activités d'exploitation**, avant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, ont totalisé 147,1 millions de dollars, en hausse de 8,4 millions de dollars comparativement à 138,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, ce montant s'est élevé à 459,2 millions de dollars, en hausse de 68,3 millions de dollars comparativement à 390,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses enregistrées au cours des périodes de trois mois et de neuf mois sont principalement attribuables à l'augmentation du bénéfice net par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Un montant de 31,9 millions de dollars a été généré au titre des éléments hors caisse du fonds de roulement au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à un montant de 25,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice 2010. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, un montant de 2,8 millions de dollars a été utilisé au titre des éléments hors caisse du fonds de roulement, comparativement à un montant de 32,0 millions de dollars généré au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est attribuable à une hausse des impôts exigibles. La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est attribuable à une augmentation des débiteurs découlant d'une hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage aux États-Unis.

Les **activités d'investissement** ont principalement consisté en des ajouts d'immobilisations de 25,5 millions de dollars et de 85,7 millions de dollars pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010, respectivement.

Les **activités de financement** pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 comprennent une réduction de 4,0 millions de dollars des emprunts bancaires, l'émission d'actions pour une contrepartie en espèces de 8,5 millions de dollars dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, le rachat d'actions totalisant 97,4 millions de dollars conformément à un programme de rachat dans le cours normal des activités, ainsi que le versement de dividendes pour un montant de 32,9 millions de dollars. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, les activités de financement ont consisté en une réduction de 35,1 millions de dollars des emprunts bancaires, en l'émission d'actions pour une contrepartie en espèces de 30,7 millions de dollars dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, en un rachat d'actions totalisant 156,3 millions de dollars conformément à un programme de rachat dans le cours normal des activités, ainsi qu'en un versement de dividendes pour un montant de 96,3 millions de dollars.

## Trésorerie

(en milliers de dollars CAD)

	31 décembre 2010	31 mars 2010
Actif à court terme	1 299 149	1 046 378
Passif à court terme	760 026	690 694
Fonds de roulement	539 123	355 684
Ratio du fonds de roulement	1,71	1,51

La hausse du ratio du fonds de roulement est essentiellement attribuable à l'augmentation des espèces et quasi-espèces, à la diminution des emprunts bancaires et au reclassement du placement de portefeuille dans les actifs à court terme par rapport au 31 mars 2010.

## Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

(en milliers de dollars CAD)

	31 décembre 2010	31 mars 2010
Espèces et quasi-espèces	180 458	54 819
Emprunts bancaires	27 831	61 572
Dettes à long terme	379 730	380 790
Capitaux propres	2 127 165	2 028 598
Ratio de la dette portant intérêt <sup>1</sup> sur les capitaux propres	0,11	0,19
Nombre d'actions ordinaires	204 615 196	207 425 823
Nombre d'actions privilégiées	—	—
Nombre d'options d'achat d'actions	9 245 329	9 413 750

<sup>1</sup> Nette des espèces et quasi-espèces.

Au 31 décembre 2010, la Société disposait d'espèces et de quasi-espèces de 180,5 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire existantes d'environ 601 millions de dollars, dont 27,8 millions de dollars avaient été prélevés. Si cela s'avérait nécessaire, la Société pourrait prendre de nouveaux arrangements financiers pour poursuivre sa croissance au moyen d'acquisitions.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et les modalités et privilèges de chaque série doivent être établis au moment de leur création. Au 25 janvier 2011, 204 058 422 actions ordinaires et 9 177 083 options d'achat d'actions étaient en circulation.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les obligations contractuelles de la Société consistent en des engagements relatifs au remboursement de certains de ses emprunts à long terme ainsi qu'en certaines ententes de location relatives à des locaux, à de l'équipement et à du matériel roulant.

(en milliers de dollars CAD)

	31 décembre 2010			31 mars 2010		
	Dettes à long terme	Loyers minimaux	Total	Dettes à long terme	Loyers minimaux	Total
Moins de un an	—	13 879	13 879	—	12 600	12 600
1 à 2 ans	—	10 930	10 930	—	10 285	10 285
2 à 3 ans	—	9 614	9 614	—	8 161	8 161
3 à 4 ans	159 730	7 651	167 381	—	7 094	7 094
4 à 5 ans	—	6 702	6 702	160 790	5 261	166 051
Plus de 5 ans	220 000	18 539	238 539	220 000	6 977	226 977
	379 730	67 315	447 045	380 790	50 378	431 168

## BILAN

En ce qui concerne les éléments du bilan au 31 décembre 2010, comparativement au 31 mars 2010, la principale variation est attribuable à la hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage, qui a donné lieu à une augmentation au titre des éléments du fonds de roulement de notre Division Produits laitiers (USA). Cette augmentation a été en partie contrebalancée par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain depuis le 31 mars 2010, ce qui a donné lieu à la conversion des bilans des filiales étrangères selon des taux plus bas et, par conséquent, à une diminution de la valeur en dollars canadiens des éléments du bilan.

## SUIVI SUR CERTAINS ÉLÉMENTS PRÉCIS FAISANT L'OBJET D'UNE ANALYSE

Pour une analyse relative aux arrangements hors bilan, aux garanties, aux opérations entre apparentés, aux normes comptables, aux conventions comptables critiques, aux recours à des estimations comptables ainsi qu'aux risques et incertitudes, nous vous invitons à prendre note des commentaires contenus dans le rapport annuel 2010, aux pages 17 à 27 du rapport de gestion, puisqu'il n'y a pas eu de changement notable au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010.

## NORMES COMPTABLES FUTURES

### Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a annoncé que pour les entités ouvertes dont l'exercice prend fin le 31 décembre, la date de conversion aux IFRS, qui remplacent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, serait le 1<sup>er</sup> janvier 2011. La date de conversion s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Par conséquent, l'adoption des IFRS par la Société le 1<sup>er</sup> avril 2011 exigera le retraitement à titre de comparaison des montants comptabilisés pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011 et la présentation d'un bilan d'ouverture selon les IFRS au 1<sup>er</sup> avril 2010.

La transition de la Société progresse conformément à l'échéancier prévu. La Société a quantifié certains de ses ajustements (comme il est présenté ci-après), modifié les processus de ses systèmes de technologie de l'information afin de surveiller les différences entre les PCGR du Canada et les IFRS pour la présentation des informations comparatives au cours de l'exercice de transition aux IFRS, et préparé un modèle d'états financiers pour la première période de présentation de l'information financière selon les IFRS (c'est-à-dire la période de trois mois terminée le 30 juin 2011), y compris les chiffres comparatifs et les nouvelles obligations d'information selon les IFRS.

Nous présentons ci-après une analyse des ajustements qui devront être apportés au bilan d'ouverture de la Société au 1<sup>er</sup> avril 2010 afin de fournir aux investisseurs et autres utilisateurs l'information pertinente pour analyser l'incidence prévue des IFRS sur les états financiers de la Société. Nous tenons à informer les lecteurs que l'information présentée ci-après reflète les plus récentes hypothèses et prévisions de la direction. Il est possible que des circonstances échappant au contrôle de la Société l'obligent à apporter des modifications à cette information par suite de la publication des nouvelles IFRS et prises de position qui devraient entrer en vigueur avant la transition ou en raison d'autres facteurs réglementaires ou économiques. Par conséquent, l'information qui suit pourrait changer et ne constitue pas l'évaluation finale des différences déterminées par la Société à ce jour, mais vise plutôt à faire ressortir les domaines dans lesquels des progrès importants ont été réalisés.

### Identification des modifications de conventions comptables et de leur incidence

#### IFRS 1, PREMIÈRE APPLICATION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

IFRS 1 traite du cadre de la transition des normes de présentation de l'information financière actuelles d'une entité aux IFRS. L'exigence générale d'IFRS 1 est d'appliquer rétrospectivement les IFRS lors de la première application. Toutefois, certaines exemptions à cette exigence générale sont permises en vertu de cette norme. La Société a choisi de se prévaloir de l'exemption importante suivante, laquelle donnera lieu à un ajustement transitoire du bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2010 :

- **IAS 21, Effets des variations des cours des monnaies étrangères** – IFRS 1 permet à une entité de comptabiliser tous les écarts de conversion des établissements à l'étranger dans les bénéfices non répartis, portant de fait à néant le solde avant la transition. La Société a choisi de se prévaloir de cette exemption, ce qui donne lieu à une augmentation des autres éléments du résultat étendu et à une diminution des bénéfices non répartis d'un montant d'environ 188 millions de dollars chacun dans le bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2010. L'incidence globale de ce reclassement sur les capitaux propres est de néant.

## **IFRS 2, PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS**

**Acquisition graduelle des droits** – Pour les options d'achat d'actions dont les droits sont acquis par tranches, les IFRS exigent l'utilisation de la méthode de l'acquisition graduelle des droits, selon laquelle chaque tranche doit être traitée comme une attribution distincte ayant sa propre juste valeur. Toutefois, les PCGR du Canada permettent l'utilisation d'une méthode linéaire selon laquelle chaque tranche est considérée comme une attribution unique. La charge serait alors constatée de façon égale sur la durée de cinq ans des attributions de la Société.

L'utilisation du modèle de l'acquisition graduelle des droits prescrite par les IFRS donne lieu à un ajustement transitoire qui se traduit par une augmentation du surplus d'apport et une diminution des bénéfices non répartis d'un montant d'environ 4 millions de dollars chacun au 1<sup>er</sup> avril 2010. Nous tenons à signaler aux lecteurs que ce modèle donnera lieu à la comptabilisation de charges accrues au cours des deux premières années de l'attribution et de charges moindres pour les trois années résiduelles, par rapport au modèle linéaire actuellement utilisé par la Société. La Société ne prévoit aucune incidence sur la charge de rémunération à base d'actions au cours de la période d'acquisition des droits de cinq ans.

## **IAS 12, IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

**Immobilisations incorporelles** – En vertu des exigences de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, une entité doit inclure 75 % du coût d'une immobilisation incorporelle dans le montant cumulatif des immobilisations admissibles. Selon les PCGR du Canada, la valeur fiscale des dépenses en immobilisations admissibles représente le solde du montant cumulatif des immobilisations admissibles, plus 25 % de la valeur comptable. En vertu des IFRS, la valeur fiscale n'est pas majorée d'un montant correspondant à 25 % de la valeur comptable. En raison de cette différence dans le calcul de la valeur fiscale de ces actifs, la Société augmentera les passifs d'impôts reportés et diminuera les bénéfices non répartis d'un montant d'environ 16 millions de dollars chacun afin de tenir compte de ces écarts temporaires imposables au 1<sup>er</sup> avril 2010.

**Présentation des impôts reportés** – En vertu des PCGR du Canada, une entité doit présenter la portion à court terme et à long terme de ses impôts futurs dans son bilan. En vertu des IFRS, une entité doit présenter les impôts reportés entièrement dans les éléments à long terme. Par conséquent, la Société reclassera, dans ses éléments à long terme, des actifs d'impôts reportés à court terme d'environ 22 millions de dollars et des passifs d'impôts reportés à court terme d'environ 9 millions de dollars au 1<sup>er</sup> avril 2010.

## **IAS 16, IMMOBILISATIONS**

En vertu des IFRS, une entité doit amortir séparément chacune des composantes d'une immobilisation ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'immobilisation, selon des durées de vie utiles et des méthodes d'amortissement qui reflètent plus précisément leur potentiel de service respectif. En vertu des PCGR du Canada, les composantes d'une immobilisation sont amorties lorsqu'il est possible de le faire. L'application d'un traitement comptable plus détaillé en vertu des IFRS donne lieu à une augmentation des valeurs comptables des immobilisations et des bénéfices non répartis d'un montant approximatif de 55 millions de dollars au 1<sup>er</sup> avril 2010.

## **IAS 19, AVANTAGES SOCIAUX**

La Société finance des régimes à prestations déterminées et d'autres régimes d'avantages sociaux au Canada et aux États-Unis. Au moment de la transition, les IFRS exigent que certains ajustements soient apportés au bilan d'ouverture de la Société au 1<sup>er</sup> avril 2010, lesquels sont définis ci-après :

**Actif transitoire non amorti** – Les PCGR du Canada permettent à une entité de comptabiliser un actif transitoire non amorti lors de la première application du chapitre 3461, intitulé « Avantages sociaux futurs ». En vertu des IFRS, comme la notion d'actif transitoire non amorti n'existe pas, une perte de valeur est comptabilisée au titre de tout actif restant non amorti.

**Méthode d'évaluation des actifs du régime** – Les PCGR du Canada permettent qu'une entité utilise une valeur liée au marché pour la détermination du rendement prévu des actifs au titre du régime, ce qui n'est pas conforme aux IFRS qui exigent l'utilisation des valeurs de marché propres aux actifs uniquement.

**Écarts actuariels** – IFRS 1 permet à une entité de constater dans les bénéfices non répartis tous les écarts actuariels non amortis à la date de la transition aux IFRS. La Société a choisi d'appliquer cette option transitoire. Une entité doit alors décider la façon dont elle comptabilisera les écarts actuariels futurs, soit :

1. entièrement en charges;
2. partiellement en charges selon la méthode du corridor, ce qui se traduit par la comptabilisation en résultat d'une partie des écarts actuariels seulement (méthode actuellement utilisée par la Société);
3. entièrement dans les autres éléments du résultat étendu sans les comptabiliser en charges par la suite, une option non permise en vertu des PCGR du Canada.

La Société a choisi de constater les écarts actuariels futurs entièrement dans les autres éléments du résultat étendu lors du passage aux IFRS.

Cette différence donnera lieu à une diminution de l'actif net et des bénéfices non répartis d'un montant d'environ 89 millions de dollars chacun.

### IMPÔTS REPORTÉS

La direction prévoit que l'incidence des différences mentionnées précédemment (à l'exception de celles dont il est question sous la rubrique *IAS 12, Impôts sur les bénéfices*) se traduira par une augmentation des actifs d'impôts futurs et des bénéfices non répartis d'un montant approximatif de 3 millions de dollars chacun au 1<sup>er</sup> avril 2010.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de l'incidence totale des différences déterminées à ce jour entre les PCGR du Canada et les IFRS sur les éléments du bilan. Ces données sont susceptibles de changer en raison des facteurs réglementaires et économiques analysés plus haut.

### SOMMAIRE DES AJUSTEMENTS DÉCOULANT DE LA TRANSITION AUX IFRS

(en millions de dollars CAD)

Au 1 <sup>er</sup> avril 2010	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Surplus d'apport	Incidence totale sur l'augmentation/ (la diminution) des capitaux propres	Immobilisations	Passif d'impôts reportés (augmentation)	Autres actifs (diminution)	Incidence totale sur l'augmentation/ (la diminution) de l'actif net
<b>Ajustements liés aux IFRS</b>								
IFRS 1 – Remise à néant du solde des écarts de conversion	(188)	188	–	–	–	–	–	–
IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions	(4)	–	4	–	–	–	–	–
IAS 12 – Dépenses en immobilisations admissibles	(16)	–	–	(16)	–	(16)	–	(16)
IAS 16 – Comptabilisation distincte des composantes d'une immobilisation	55	–	–	55	55	–	–	55
IAS 19 – Avantages sociaux	(89)	–	–	(89)	–	–	(89)	(89)
Impôts reportés	3	–	–	3	–	3	–	3
<b>Total</b>	<b>(239)</b>	<b>188</b>	<b>4</b>	<b>(47)</b>	<b>55</b>	<b>(13)</b>	<b>(89)</b>	<b>(47)</b>

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La Société a mis en œuvre des contrôles internes afin de s'assurer de communiquer au personnel approprié les méthodes révisées mentionnées précédemment, en temps opportun. La Société continuera d'évaluer ces contrôles de façon continue tout au long du processus de transition.

### Expertise en matière de présentation de l'information financière, y compris les exigences au chapitre de la formation

La Société a offert au personnel concerné une formation sur les changements mentionnés précédemment et continuera d'évaluer les besoins en formation tout au long du processus de transition.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

## CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Le chef de la direction et le chef des finances, conjointement avec la direction, ont conclu, après avoir procédé à une évaluation, et au meilleur de leur connaissance, qu'il n'y a eu, au 31 décembre 2010, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante, sur le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

## INFORMATION SECTORIELLE

### Secteur Produits laitiers CEA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2011			2010				2009
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenus	995,2	993,8	927,0	876,5	960,2	963,6	945,7	904,3
BAIIA	125,5	132,3	121,6	117,7	115,4	112,3	112,5	98,3

### Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA<sup>1</sup>

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2011			2010
	T3	T2	T1	T4
Facteurs du marché <sup>2</sup>	2,0	2,0	1,0	2,0
Charges de rationalisation	–	–	–	(3,4)

<sup>1</sup> Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

<sup>2</sup> Les facteurs du marché comprennent l'incidence des prix du marché international sur les ventes d'ingrédients laitiers.

## Revenus

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010, les revenus du Secteur Produits laitiers CEA ont totalisé 995,2 millions de dollars, en hausse de 35,0 millions de dollars comparativement à 960,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle essentiellement de l'accroissement des volumes de ventes et des prix de vente plus élevés en raison de l'augmentation du coût du lait en Argentine, ainsi que des conditions favorables du marché des ingrédients laitiers dans le Secteur. Au cours du trimestre, l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 6 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur Produits laitiers CEA se sont élevés à 2,916 milliards de dollars, en hausse de 46,6 millions de dollars comparativement à 2,869 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle essentiellement de l'augmentation des prix de vente en raison de la hausse du coût du lait en Argentine, ainsi que des conditions favorables du marché des ingrédients laitiers dans le Secteur, ce qui a été en partie contrebalancé par la diminution des volumes de ventes au Canada. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse d'environ 21 millions de dollars des revenus.

## BAIIA

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010, le BAIIA s'est chiffré à 125,5 millions de dollars, en hausse de 10,1 millions de dollars ou 8,8 % comparativement à 115,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le maintien de l'efficacité opérationnelle et la réduction des charges au sein de la Division Produits laitiers (Canada) ont contribué à la hausse du BAIIA. La Division a également bénéficié des conditions favorables sur le marché des ingrédients laitiers comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. De plus, au cours du trimestre, la Division a procédé au rappel de certaines préparations de fromage fondu, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une charge de 1,9 million de dollars.

Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Europe) a légèrement reculé au cours du trimestre et est demeuré au même niveau pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La Division Produits laitiers (Argentine) a contribué à la hausse du BAIIA du Secteur Produits laitiers CEA au cours des périodes de trois mois et de neuf mois comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement grâce à une meilleure combinaison de produits ainsi qu'à des prix de vente favorables, en particulier sur le marché d'exportation.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA a totalisé 379,4 millions de dollars, en hausse de 39,2 millions de dollars comparativement à 340,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à l'efficacité opérationnelle continue, à la diminution des charges, aux conditions favorables sur le marché des ingrédients laitiers, ainsi qu'aux prix de vente favorables en particulier sur le marché d'exportation.

## Secteur Produits laitiers USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2011			2010				2009
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenus	510,2	528,9	474,3	472,2	498,1	477,3	458,6	517,0
BAIIA	61,4	73,9	65,0	55,2	63,7	58,1	41,3	39,1

### Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA<sup>1</sup>

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2011			2010
	T3	T2	T1	T4
Facteurs du marché <sup>2</sup>	(17,0)	8,0	16,0	13,0
Taux de change du dollar américain	(3,0)	(4,0)	(9,0)	(11,0)

<sup>1</sup> Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

<sup>2</sup> Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

### Autres informations pertinentes

(en dollars US, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2011			2010	
	T3	T2	T1	T4	T3
Prix moyen du bloc par livre de fromage	1,590	1,571	1,397	1,465	1,517
Prix de clôture du bloc <sup>1</sup> par livre de fromage	1,340	1,760	1,420	1,400	1,450
Prix de marché du lactosérum <sup>2</sup> par livre	0,390	0,380	0,390	0,400	0,370
Écart <sup>3</sup>	0,116	0,118	0,121	0,129	0,149
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien <sup>4</sup>	1,014	1,039	1,027	1,041	1,056

<sup>1</sup> Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

<sup>2</sup> Le prix de marché de la poudre de lactosérum est basé sur les informations publiées par le Dairy Market News.

<sup>3</sup> L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par cent livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

<sup>4</sup> Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

## Revenus

Les revenus du Secteur Produits laitiers USA se sont chiffrés à 510,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010, en hausse de 12,1 millions de dollars comparativement à 498,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation de 0,07 \$ US du prix moyen du bloc par livre de fromage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 16 millions de dollars. Les revenus additionnels découlant des conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers et de la hausse des volumes de ventes ont donné lieu à une hausse des revenus d'environ 17 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse des revenus d'environ 21 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 1,513 milliard de dollars, en hausse de 79,4 millions de dollars comparativement à 1,434 milliard de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage a donné lieu à un accroissement des revenus d'environ 140 millions de dollars. Les revenus tirés de l'acquisition de F&A Dairy, l'augmentation des volumes de ventes et les conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers ont donné lieu à une hausse des revenus d'environ 54 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse d'environ 115 millions de dollars des revenus.

## BAIIA

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010, le BAIIA s'est établi à 61,4 millions de dollars, en baisse de 2,3 millions de dollars comparativement à 63,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le prix moyen du bloc par livre de fromage a diminué de façon constante, passant de 1,76 \$ US à 1,34 \$ US, ce qui a eu une incidence négative sur la réalisation des stocks. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été moins favorable au cours du trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le prix moyen du bloc par livre de fromage a augmenté, passant de 1,52 \$ US pour le troisième trimestre de l'exercice précédent à 1,59 \$ US pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, ce qui a eu une incidence favorable sur l'absorption des frais fixes. La hausse du BAIIA est aussi attribuable aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces conditions de marché combinées ont eu une incidence défavorable d'environ 17 millions de dollars sur le BAIIA. Les initiatives entreprises relativement à l'efficacité opérationnelle de même que la hausse des volumes de ventes ont contrebalancé l'augmentation des charges, y compris les coûts des ingrédients et les coûts promotionnels, ce qui a donné lieu à une augmentation d'environ 15 millions de dollars du BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au troisième trimestre de l'exercice précédent, la Division avait comptabilisé une réduction de valeur des stocks de 2,1 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse d'environ 3 millions de dollars du BAIIA.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA a totalisé 200,3 millions de dollars, en hausse de 37,1 millions de dollars comparativement à 163,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les initiatives entreprises relativement à l'efficacité opérationnelle, conjuguées à la hausse des volumes de ventes, ont largement contrebalancé l'augmentation des charges, y compris les coûts du carburant et les coûts promotionnels. Ces facteurs ont donné lieu à une hausse d'environ 44 millions de dollars du BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, les facteurs du marché ont donné lieu à une augmentation d'environ 7 millions de dollars du BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA du troisième trimestre de l'exercice précédent comprenait une réduction de valeur des stocks de 2,1 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse d'environ 16 millions de dollars du BAIIA.

## Secteur Produits d'épicerie

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2011			2010				2009
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenus	36,8	37,8	34,8	35,5	39,0	41,8	42,2	39,0
BAIIA	3,6	4,7	4,2	2,6	4,3	4,3	4,6	4,5

### Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA<sup>1</sup>

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2011			2010
	T3	T2	T1	T4
Charges de rationalisation	-	-	-	(3,0)

<sup>1</sup> Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

## Revenus

Les revenus du Secteur Produits d'épicerie ont totalisé 36,8 millions de dollars pour le trimestre, soit une baisse de 2,2 millions de dollars comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse découle principalement de la diminution des volumes de ventes dans l'ensemble des régions.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur Produits d'épicerie se sont établis à 109,5 millions de dollars, en baisse de 13,5 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

## BAIIA

Le BAIIA du Secteur Produits d'épicerie s'est chiffré à 3,6 millions de dollars, soit une baisse de 0,7 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse découle des promotions additionnelles offertes dans les magasins au cours du trimestre dans le but d'accroître les volumes de ventes. Le coût de ces promotions a largement neutralisé les améliorations attribuables à l'efficacité des processus de fabrication et les réductions de coûts. Au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, le Secteur a engagé des charges de rationalisation d'environ 0,6 million de dollars.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA a totalisé 12,5 millions de dollars, soit une baisse de 0,7 million de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des volumes de ventes du Secteur et les coûts promotionnels supplémentaires ont eu une incidence négative sur le BAIIA, ce qui a été en partie compensé par l'amélioration de l'efficacité et la baisse des coûts. Au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, le Secteur a engagé des charges de rationalisation d'environ 1,5 million de dollars.

## PERSPECTIVES

Dans la Division produits laitiers (Canada), le regroupement des activités de distribution dans la grande région de Toronto au sein d'un seul centre de distribution se poursuit et devrait se terminer au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011. La Division poursuivra l'évaluation de l'ensemble de ses activités afin d'accroître encore davantage l'efficacité opérationnelle et de réduire les charges d'exploitation.

Au cours du trimestre, la Division Produits laitiers (Canada) a procédé, conjointement avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), au rappel de certaines préparations de fromage fondu qui pourraient avoir été contaminées par la bactérie *listeria monocytogenes*. Aucun cas de maladie lié à la consommation des produits rappelés n'a été signalé. À la suite de cet incident, la Société a fermé la ligne de production concernée et isolé la zone de production. Une enquête approfondie a été effectuée par des spécialistes internes et externes et la cause a été identifiée. Des mesures correctives ont été mises en œuvre et la ligne de production devrait être remise en service au cours du premier trimestre de l'exercice 2012, avec l'approbation de l'ACIA. Entre temps, la préparation de fromage fondu continue d'être fabriquée dans une autre usine de Saputo.

La Division Produits laitiers (Europe) poursuivra ses efforts en vue d'accroître ses volumes de ventes et d'obtenir un approvisionnement en lait à des prix concurrentiels par rapport au prix de vente du fromage.

La Division Produits laitiers (Argentine) poursuivra ses efforts en vue d'augmenter les volumes de ventes sur le marché national et le marché d'exportation.

Au cours du trimestre, le Secteur Produits laitiers USA a complété ses dépenses en immobilisations à l'installation de Californie, acquise au cours de l'exercice 2010 dans le cadre de l'acquisition de F&A Dairy. Ces dépenses devraient améliorer l'efficacité opérationnelle. Le Secteur continuera à soutenir ses marques principales ainsi qu'à lancer de nouveaux produits afin de pénétrer davantage les marchés ciblés.

Le Secteur Produits d'épicerie continuera de mettre l'accent sur l'augmentation des volumes de ventes dans la catégorie des petits gâteaux et des produits surgelés. De plus, quatre nouveaux produits de la marque *HOP&GO!* seront lancés au cours du quatrième trimestre.

La Société détient une participation de 21 % dans Dare Holdings Ltd. (Dare). Le 30 juin 2010, la Société a exercé son option demandant à ce que les actions qu'elle détient dans Dare soient rachetées à leur juste valeur marchande conformément aux termes de la convention d'actionnaires établie entre les parties et qui stipule que la juste valeur marchande sera déterminée par un évaluateur indépendant. Le processus d'évaluation est en cours et les parties ont présenté diverses soumissions à l'évaluateur. Bien que le résultat final de l'évaluation ne puisse être déterminé à l'heure actuelle, la direction est d'avis que la juste valeur marchande de ces actions excédera leur coût.

Nous entendons conserver une approche prudente et continuer à maximiser notre efficacité dans toutes nos divisions. Nous visons toujours à poursuivre notre croissance, tant à l'interne qu'au moyen d'acquisitions.

(signé)

Lino Saputo  
Président du conseil

Le 3 février 2011

(signé)

Lino A. Saputo, Jr.  
Président et  
chef de la direction

**AVIS**

Les états financiers consolidés de Saputo inc. pour les périodes de trois et de neuf mois terminées les 31 décembre 2010 et 2009 n'ont pas fait l'objet d'un examen par un auditeur externe.

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)

(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Revenus</b>	<b>1 542 093 \$</b>	1 497 272 \$	<b>4 538 798 \$</b>	4 426 399 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	<b>1 351 507</b>	1 313 782	<b>3 946 594</b>	3 909 781
<b>Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices</b>	<b>190 586</b>	183 490	<b>592 204</b>	516 618
Amortissement (note 6)	<b>26 729</b>	27 342	<b>79 007</b>	83 705
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>163 857</b>	156 148	<b>513 197</b>	432 913
Intérêts sur la dette à long terme	<b>5 876</b>	7 606	<b>17 524</b>	23 777
Autres intérêts, nets	<b>212</b>	1 243	<b>660</b>	3 803
<b>Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>157 769</b>	147 299	<b>495 013</b>	405 333
Impôts sur les bénéfices	<b>45 983</b>	42 969	<b>146 348</b>	121 730
<b>Bénéfice net</b>	<b>111 786 \$</b>	104 330 \$	<b>348 665 \$</b>	283 603 \$
<b>Résultat par action (note 11)</b>				
Bénéfice net				
De base	<b>0,55 \$</b>	0,50 \$	<b>1,69 \$</b>	1,37 \$
Dilué	<b>0,54 \$</b>	0,50 \$	<b>1,67 \$</b>	1,36 \$

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES**  
(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)  
(non audités)

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010

	Capital-actions		Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant				
<b>Solde au début de la période</b>	207 426	584 749 \$	1 603 373 \$	(188 045) \$	28 521 \$	2 028 598 \$
Résultat étendu :						
Bénéfice net	-	-	348 665	-	-	348 665
Variation nette sur conversion de devise des états financiers des établissements étrangers autonomes	-	-	-	(29 834)	-	(29 834)
Total du résultat étendu						318 831
Dividendes déclarés	-	-	(96 263)	-	-	(96 263)
Rémunération à base d'actions (note 12)	-	-	-	-	6 182	6 182
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1 726	30 723	-	-	-	30 723
Montant transféré du surplus d'apport au capital-actions à l'exercice des options	-	7 671	-	-	(7 671)	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	1 671	1 671
Actions rachetées et annulées	(4 379)	(12 803)	(1 43 489)	-	-	(156 292)
Actions rachetées et non annulées	(158)	(467)	(5 818)	-	-	(6 285)
<b>Solde à la fin de la période<sup>1</sup></b>	<b>204 615</b>	<b>609 873 \$</b>	<b>1 706 468 \$</b>	<b>(217 879) \$</b>	<b>28 703 \$</b>	<b>2 127 165 \$</b>

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2009

	Capital-actions		Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant				
<b>Solde au début de la période</b>	207 087	555 529 \$	1 373 856 \$	16 219 \$	26 744 \$	1 972 348 \$
Résultat étendu :						
Bénéfice net	-	-	283 603	-	-	283 603
Variation nette sur conversion de devise des états financiers des établissements étrangers autonomes	-	-	-	(169 207)	-	(169 207)
Variation nette des pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie, nets d'impôts	-	-	-	1 149	-	1 149
Total du résultat étendu						115 545
Dividendes déclarés	-	-	(88 926)	-	-	(88 926)
Rémunération à base d'actions (note 12)	-	-	-	-	5 955	5 955
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1 196	18 101	-	-	-	18 101
Montant transféré du surplus d'apport au capital-actions à l'exercice des options	-	4 896	-	-	(4 896)	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	373	373
Actions rachetées et annulées	(1 084)	(2 929)	(25 125)	-	-	(28 054)
<b>Solde à la fin de la période<sup>2</sup></b>	<b>207 199</b>	<b>575 597 \$</b>	<b>1 543 408 \$</b>	<b>(151 839) \$</b>	<b>28 176 \$</b>	<b>1 995 342 \$</b>

<sup>1</sup> Le total des Bénéfices non répartis et du Cumul des autres éléments du résultat étendu est 1 488 589 \$.

<sup>2</sup> Le total des Bénéfices non répartis et du Cumul des autres éléments du résultat étendu est 1 391 569 \$.

**BILANS CONSOLIDÉS**  
(en milliers de dollars CAD)

	31 décembre 2010 <i>(non audité)</i>	31 mars 2010 <i>(audité)</i>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Espèces et quasi-espèces	180 458 \$	54 819 \$
Débiteurs	433 264	367 069
Stocks (note 4)	580 791	566 754
Impôts à recevoir	2 395	5 940
Impôts futurs	21 778	22 302
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	39 120	29 494
Placement de portefeuille (note 5)	41 343	-
	1 299 149	1 046 378
<b>Placement de portefeuille (note 5)</b>	-	41 343
<b>Immobilisations (note 6)</b>	1 029 162	1 038 756
<b>Écarts d'acquisition</b>	710 892	716 695
<b>Marques de commerce et autres actifs incorporels</b>	312 285	316 613
<b>Autres éléments d'actif (note 7)</b>	82 052	90 272
<b>Impôts futurs</b>	5 153	3 394
	<b>3 438 693 \$</b>	<b>3 253 451 \$</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Emprunts bancaires (note 8)	27 831 \$	61 572 \$
Créditeurs et charges à payer	524 356	471 106
Impôts à payer	195 368	149 377
Impôts futurs	12 471	8 639
	760 026	690 694
<b>Dettes à long terme (note 9)</b>	379 730	380 790
<b>Autres éléments de passif</b>	9 255	9 694
<b>Impôts futurs</b>	162 517	143 675
	1 311 528	1 224 853
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	2 127 165	2 028 598
	<b>3 438 693 \$</b>	<b>3 253 451 \$</b>

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
*(en milliers de dollars CAD)*  
*(non audités)*

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>				
<b>Exploitation</b>				
Bénéfice net	111 786 \$	104 330 \$	348 665 \$	283 603 \$
Éléments sans incidence sur les espèces et quasi-espèces				
Rémunération à base d'actions	2 103	2 060	6 182	5 955
Amortissement	26 729	27 342	79 007	83 705
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations	(32)	112	(98)	(7)
Impôts futurs	6 476	5 363	24 301	19 099
Unités d'actions différées	1 325	677	3 125	2 125
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(1 276)	(1 190)	(1 959)	(3 571)
	147 111	138 694	459 223	390 909
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	31 919	25 380	(2 808)	31 995
	179 030	164 074	456 415	422 904
<b>Investissement</b>				
Acquisitions d'entreprises	-	132	-	(49 592)
Ajouts aux immobilisations	(25 503)	(23 864)	(85 669)	(80 758)
Produit sur la cession d'immobilisations	50	127	5 418	436
Autres éléments d'actif et de passif	4 354	(4 874)	7 140	(8 338)
	(21 099)	(28 479)	(73 111)	(138 252)
<b>Financement</b>				
Emprunts bancaires	(3 954)	62 915	(35 105)	(16 390)
Produit tiré de l'émission de la dette à long terme	-	-	-	330 000
Remboursement de la dette à long terme	-	(178 517)	-	(518 517)
Émission de capital-actions	8 454	11 344	30 723	18 101
Rachat de capital-actions	(97 419)	-	(156 292)	(28 054)
Dividendes	(32 920)	(30 029)	(96 263)	(88 926)
	(125 839)	(134 287)	(256 937)	(303 786)
<b>Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces</b>	<b>32 092</b>	<b>1 308</b>	<b>126 367</b>	<b>(19 134)</b>
<b>Incidence des écarts de taux de change sur les espèces et les quasi-espèces</b>	<b>(726)</b>	<b>(1 558)</b>	<b>(728)</b>	<b>(7 707)</b>
<b>Espèces et quasi-espèces au début de la période</b>	<b>149 092</b>	<b>17 293</b>	<b>54 819</b>	<b>43 884</b>
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période</b>	<b>180 458 \$</b>	<b>17 043 \$</b>	<b>180 458 \$</b>	<b>17 043 \$</b>
<b>Information complémentaire</b>				
Intérêts payés	12 102 \$	20 056 \$	24 796 \$	33 806 \$
Impôts sur les bénéfices payés	17 066 \$	23 068 \$	69 897 \$	92 972 \$

# NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars CAD, sauf pour les données sur les options et les actions)

(non audités)

## 1 — Principales conventions comptables

### Mode de présentation

Les états financiers consolidés non audités ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) appliqués de la même manière que dans les plus récents états financiers audités. Ces états financiers ne comportent pas toutes les informations et les notes requises selon les PCGR pour les états financiers annuels et devraient donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires inclus dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2010.

### Incidence de nouvelles normes comptables n'ayant pas encore été mises en œuvre

Normes internationales d'information financière (IFRS). En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a publié un nouveau plan stratégique qui affectera significativement les exigences en matière de présentation financière des sociétés canadiennes. Le plan stratégique du CNC décrit la convergence des PCGR du Canada aux IFRS au cours d'une période de transition d'environ cinq ans. En février 2008, le CNC a annoncé que la date de basculement des PCGR du Canada actuels aux IFRS, pour les entités publiques, serait 2011. Cette date est valide pour les états financiers intermédiaires et annuels relativement aux exercices débutant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. En conséquence, la date de transition du 1<sup>er</sup> avril 2011 pour la Société exigera le retraitement des montants comparatifs émis par la Société pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011. La Société a quantifié certaines des divergences notées entre les PCGR du Canada et les IFRS et prépare le bilan d'ouverture du 1<sup>er</sup> avril 2010.

## 2 — Conversion des devises étrangères

Les postes du bilan des établissements autonomes situés à l'extérieur du Canada ont été convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des périodes. Les gains (pertes) non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes, présentés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, représentent le cumul des gains (pertes) de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements autonomes situés à l'extérieur du Canada. La variation des gains (pertes) non réalisés sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes, comptabilisée au cours de la période, résulte principalement de la variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis en utilisant les taux de change en vigueur en date des transactions pour les éléments de revenus et charges, et le taux de change en date des bilans pour les éléments d'actifs et de passifs monétaires. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis en utilisant les taux de change historiques. Les gains ou les pertes de change résultant de ces conversions sont inclus dans le coût des ventes, frais de vente et d'administration.

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Gain (perte) de change	519 \$	(27) \$	384 \$	231 \$

## 3 — Cumul des autres éléments du résultat étendu

	31 décembre 2010	31 mars 2010
(Pertes) nettes non réalisées sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(217 879) \$	(189 308) \$
Pertes sur les éléments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie liés aux intérêts, nets d'impôts	-	1 263
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(217 879) \$	(188 045) \$

## 4 — Stocks

	31 décembre 2010	31 mars 2010
Produits finis	400 307 \$	372 373 \$
Matières premières, produits en cours et fournitures	180 484	194 381
	580 791 \$	566 754 \$

Le montant des stocks constaté à titre de charge dans le coût des ventes pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010 sont de 1 207 498 000 \$ et 3 525 622 000 \$, respectivement (1 180 720 000 \$ et 3 506 257 000 \$ pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009, respectivement).

Durant l'exercice précédent, la Société a enregistré une dévaluation de l'inventaire de 2 109 000 \$, pour la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2009, qui était constatée à titre de charge dans le coût des ventes pour la période. La valeur comptable de l'inventaire, qui a été ramené à la valeur de réalisation nette, était de 19 940 000 \$ au 31 décembre 2009.

## 5 — Placement de portefeuille

La Société détient une participation de 21 % dans Dare Holdings Ltd. (Dare) qui est comptabilisée comme un placement de portefeuille au coût moins l'excédent des dividendes reçus par rapport à la quote-part de la Société dans les résultats nets cumulés. Le 30 juin 2010, la Société a exercé son option demandant à ce que les actions qu'elle détient dans Dare soient rachetées à leur juste valeur marchande conformément aux termes de la convention d'actionnaires établie entre les parties et qui stipule que la juste valeur marchande sera déterminée par un évaluateur indépendant. Le processus d'évaluation est en cours et les parties ont présenté diverses soumissions à l'évaluateur. Bien que le résultat final de l'évaluation ne puisse être déterminé à l'heure actuelle, la direction est d'avis que la juste valeur marchande de ces actions excédera leur coût.

## 6 — Immobilisations

	31 décembre 2010			31 mars 2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	35 841 \$	- \$	35 841 \$	38 920 \$	- \$	38 920 \$
Bâtiments	383 627	100 310	283 317	382 480	92 164	290 316
Mobilier, machinerie et équipement	1 295 480	597 816	697 664	1 242 504	543 674	698 830
Matériel roulant	8 084	5 568	2 516	13 117	8 435	4 682
Destinées à la vente	9 824	-	9 824	6 008	-	6 008
	1 732 856 \$	703 694 \$	1 029 162 \$	1 683 029 \$	644 273 \$	1 038 756 \$

Au cours des périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010, la dépense d'amortissement relativement aux immobilisations a totalisé 25 436 000 \$ et 75 153 000 \$, respectivement (26 013 000 \$ et 79 732 000 \$ pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009, respectivement).

La valeur comptable nette des immobilisations en cours de construction totalisait 48 601 000 \$ au 31 décembre 2010 (46 271 000 \$ au 31 mars 2010) ; ces immobilisations sont principalement constituées de machinerie et d'équipement.

Les actifs destinés à la vente ont trait principalement à des terrains et des bâtiments au Canada en raison de la fermeture de certaines usines.

## 7 — Autres éléments d'actif

	31 décembre 2010	31 mars 2010
Actifs nets au titre des régimes de retraite	66 888 \$	64 451 \$
Taxes à recevoir	7 163	15 893
Autres	8 001	9 928
	<b>82 052 \$</b>	<b>90 272 \$</b>

## 8 — Emprunts bancaires

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation			Montant utilisé	
		Équivalent en devise canadienne	Devise de base		31 décembre 2010	31 mars 2010
Amérique du Nord-Devise US	<sup>1</sup> Décembre 2012	129 298	130 000	USD	- \$	- \$
Amérique du Nord-Devise CAD	<sup>1</sup> Décembre 2012	368 002	370 000	USD	-	30 000
Argentine	<sup>2</sup> Annuel	86 244	355 941	ARS	25 245	28 213
Allemagne	<sup>3</sup> Annuel	6 660	5 000	EUR	2 586	-
Royaume-Uni	<sup>3</sup> Annuel	10 859	7 000	GBP	-	3 359
		601 063			<b>27 831 \$</b>	<b>61 572 \$</b>

<sup>1</sup> Portent mensuellement intérêt à des taux basés sur le taux préférentiel des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 0,25 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majorés de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 % selon un ratio financier de la Société.

<sup>2</sup> Portent mensuellement intérêt au taux local et peuvent être utilisées en ARS ou en dollar US.

<sup>3</sup> Portent mensuellement intérêt au taux de base majoré de 1,50 % ou LIBOR-EURIBOR majoré de 1,50 %.

## 9 — Dette à long terme

	31 décembre 2010	31 mars 2010
Effets de premier rang non garantis <sup>1</sup>		
8,41 %, émis en novembre 1999 et échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	49 730 \$	50 790 \$
5,34 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2014	110 000	110 000
5,82 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2016	220 000	220 000
	<b>379 730 \$</b>	<b>380 790 \$</b>

Les versements de capital sont les suivants :

	31 décembre 2010	31 mars 2010
Moins de un an	- \$	- \$
1 à 2 ans	-	-
2 à 3 ans	-	-
3 à 4 ans	159 730	-
4 à 5 ans	-	160 790
Plus de 5 ans	220 000	220 000
	<b>379 730 \$</b>	<b>380 790 \$</b>

<sup>1</sup> Les paiements d'intérêts sont semi-annuels.

## 10 — Régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles. Les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages sociaux sont touchées par divers facteurs, tels que les taux d'intérêt, les ajustements découlant de modifications apportées aux régimes, les changements dans les hypothèses et les gains réalisés ou les pertes subies. Les coûts sont basés sur une évaluation des obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages sociaux et des éléments d'actif du régime de retraite.

Le coût total des prestations est présenté ci-après :

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Régimes de retraite	6 136 \$	4 825 \$	18 412 \$	14 491 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	200	270	601	820
	6 336 \$	5 095 \$	19 013 \$	15 311 \$

## 11 — Résultat par action

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net	111 786 \$	104 330 \$	348 665 \$	283 603 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	205 296 658	207 017 579	206 674 179	206 857 035
Options à effet dilutif	2 623 191	1 662 516	2 623 191	1 662 516
Nombre dilué d'actions ordinaires en circulation	207 919 849	208 680 095	209 297 370	208 519 551
Bénéfice de base par action	0,55 \$	0,50 \$	1,69 \$	1,37 \$
Bénéfice dilué par action	0,54 \$	0,50 \$	1,67 \$	1,36 \$

Lors du calcul du résultat dilué par action pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre 2010 et 2009, aucune option n'a été exclue du calcul puisque leur prix d'exercice est inférieur à la valeur de marché moyenne.

Toutes les actions rachetées et pas encore annulées ont été considérées annulées à des fins de calcul du bénéfice par action de base et dilué.

## 12 — Régime d'option d'achat d'actions

Le nombre d'options en circulation a varié de la façon suivante :

	Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre			
	2010		2009	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de la période	9 413 750	20,13 \$	9 128 841	16,93 \$
Options octroyées	1 753 233	29,32 \$	2 232 039	21,40 \$
Options levées	(1 726 448)	17,80 \$	(1 195 706)	15,13 \$
Options annulées	(195 206)	20,17 \$	(147 854)	20,53 \$
Solde à la fin de la période	9 245 329	22,31 \$	10 017 320	18,35 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2011 est de 29,32 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (21,40 \$ en 2010).

La juste valeur des options octroyées durant l'exercice 2011 a été estimée à 5,49 \$ par option (3,26 \$ en 2010) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 décembre 2010	31 mars 2010
Taux d'intérêt sans risque :	2,6%	1,9%
Durée prévue des options :	5 ans	5 ans
Volatilité :	20,7%	19,1%
Taux de dividendes :	1,6%	2,0%

Une charge de rémunération de 2 103 000 \$ (1 894 000 \$ après impôts sur les bénéfices) et 6 182 000 \$ (5 554 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée au coût des ventes, frais de vente et d'administration pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2010, respectivement. Une charge de rémunération de 2 060 000 \$ (1 851 000 \$ après impôts sur les bénéfices) et 5 955 000 \$ (5 329 000 \$ après impôts sur les bénéfices) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2009, respectivement.

## 13 — Information sectorielle

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Revenus <sup>1</sup></b>				
Produits laitiers				
CEA	995 154 \$	960 179 \$	2 915 982 \$	2 869 385 \$
USA	510 164	498 123	1 513 359	1 434 024
	1 505 318	1 458 302	4 429 341	4 303 409
Produits d'épicerie	36 775	38 970	109 457	122 990
	1 542 093 \$	1 497 272 \$	4 538 798 \$	4 426 399 \$
<b>Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices</b>				
Produits laitiers				
CEA	125 496 \$	115 429 \$	379 405 \$	340 222 \$
USA	61 441	63 729	200 283	163 162
	186 937	179 158	579 688	503 384
Produits d'épicerie	3 649	4 332	12 516	13 234
	190 586 \$	183 490 \$	592 204 \$	516 618 \$
<b>Amortissement</b>				
Produits laitiers				
CEA	13 166 \$	13 027 \$	39 480 \$	39 334 \$
USA	11 665	12 061	33 833	37 614
	24 831	25 088	73 313	76 948
Produits d'épicerie	1 898	2 254	5 694	6 757
	26 729 \$	27 342 \$	79 007 \$	83 705 \$
<b>Bénéfice d'exploitation</b>				
Produits laitiers				
CEA	112 330 \$	102 402 \$	339 925 \$	300 888 \$
USA	49 776	51 668	166 450	125 548
	162 106	154 070	506 375	426 436
Produits d'épicerie	1 751	2 078	6 822	6 477
	163 857 \$	156 148 \$	513 197 \$	432 913 \$
Intérêts	6 088	8 849	18 184	27 580
<b>Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices</b>	157 769	147 299	495 013	405 333
Impôts sur les bénéfices	45 983	42 969	146 348	121 730
<b>Bénéfice net</b>	111 786 \$	104 330 \$	348 665 \$	283 603 \$

<sup>1</sup> Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.